Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

258 | Avril-Juin 2012

Enjeux et moyens d'une foresterie paysanne contractualisée

La Loi Gelose comme outil social de la ressource forestière

Patrick Dieudonné et Hervé Rakoto Ramiarantsoa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6615>

DOI : 10.4000/com.6615

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 273-285

ISBN : 978-2-86781-790-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Patrick Dieudonné et Hervé Rakoto Ramiarantsoa, « La Loi Gelose comme outil social de la ressource forestière », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 258 | Avril-Juin 2012, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6615> ; DOI : 10.4000/com.6615

La Loi Gelose comme outil social de la ressource forestière

Patrick DIEUDONNÉ¹, Hervé RAKOTO RAMIARANTSOA²

Le projet de recherche initié par l'Université de Roskilde (Danemark) s'inscrit dans une réflexion sur les résultats des systèmes de gestion locale des ressources naturelles. L'État malgache, sous l'impulsion des institutions internationales, a mis en place une politique conservationniste dès les années 1980 et un Plan d'Action Environnementale (PAE) lors la décennie suivante. La Loi Gelose (GESTion LOcale SÉcurisée) trouve son origine dans ce contexte. Elle participe des nouvelles stratégies prenant en compte les populations locales. Cette disposition est apparue dans les années 1990 notamment à la suite de la Déclaration de Belém (1988), et surtout de l'Article 8j de la Convention sur la Diversité Biologique. Les autochtones ne doivent plus être considérés comme les « dégradeurs » mais comme les « protagonistes » de l'Environnement.

No longer should rural Africans be seen as degraders of the environment but as local heroes. (Hulme & Murphree, 2001).

C'est le temps d'une valorisation des savoirs locaux pour la gestion des ressources.

Notre regard porté sur la Loi Gelose abordera principalement deux interrogations : la capacité des populations locales à mobiliser des pratiques en accord avec les objectifs de préservation des décideurs, et l'apport du contrat pour ces mêmes populations en terme de gestion de l'espace. Au cœur de ces questionnements l'importance du statut social de la forêt en matière d'usages, d'enjeux de pouvoirs et de contrôle sera évaluée.

1. Doctorant en géographie, Université de Poitiers – Icotem/Ruralités

2. Géographe, Professeur, Université de Bordeaux 3 département de géographie, UFR STC - ADES, CNRS, UMR 5185 ; herve.rakoto-ramiarantsoa@u-bordeaux3.fr

Nous avons conduit nos observations dans le Sud-Ouest malgache où la situation économique et la multiplicité des acteurs font évoluer les usages de la forêt. Or il n'y a de ressource que s'il y en a un usage. L'appréciation sociale de la ressource forestière n'est donc pas statique et encore moins unique. Les actions de différents usagers sur les espaces forestiers sont antagonistes et/ou simultanés. Les pratiques actuelles sont telles que la ressource ligneuse se trouve menacée. Le débat sur l'aptitude des populations locales, en tant qu'usagers, à préserver la forêt est renouvelé : pour paraphraser J. Weber (1995), les pauvres ne sont-ils pas coupables ? Nous rattachons notre réflexion aux hypothèses 1 et 6 exposées en introduction générale, ce que nous formulons ainsi : si la déforestation existe dans les zones où des transferts de gestion ont été réalisés, n'est-ce pas faute d'alternatives valables, de contrats de gestion communautaire rentables économiquement ?

Les espaces sont l'objet d'enjeux entre les usagers quand ils sont supports de ressources. Les modes d'accès à ces espaces prennent inéluctablement une grande importance. Ils font écho à la notion de territorialité avec l'émergence de territoires villageois (Lavondès, 1967). Ces derniers voient leurs « frontières internes » (Chauveau *et al.*, 2005), se fissurer dans un certain nombre de cas. À quoi aboutit l'application du transfert de gestion communautaire des ressources dans de telles situations ?

I – Approche

Au cours d'un séjour sur le terrain en mai et juin 2006, nous avons conduit des entretiens individuels avec des villageois sur le thème géographique de leurs espaces environnants considérés comme supports, produits et enjeux de rapports sociaux. Notre perspective envisage la forêt à partir de son statut, en tant qu'espace ressource. Nous nous appuyons principalement sur les villages de Tolikisy, Mahaleotse et Ifanato qui bordent le fleuve Onilahy, dans la région d'Ambohimahavelona (fig. 1 article de S. Ranaivoson), d'Ampany-Bevilany situé sur la RN 7 qui rejoint Toliara, et d'Antsoha, au nord de cette route.

II – Statuts et usages de la ressource

Le statut d'un espace ressource ne vaut que pour une partie de la société et à un moment donné. Ce statut peut évoluer en fonction des dynamiques de la société. Un tel changement conduit, pour des populations agricoles, à des modifications dans les systèmes de production. La situation dans les villages

riverains du fleuve Onilahy est représentative de ce glissement d'appréciation de la ressource forestière.

L'Onilahy traverse une série calcaire dans une vallée à méandres encaissés que domine le plateau de Belomotse sur la rive droite (photo 1). Au-delà de la plaine d'inondation, des zones au sol riche en éléments fertilisants se distinguent. Par contre, sur le plateau calcaire, les sols sont squelettiques et discontinus (Bied-Charreton *et al.*, 1981). La forêt est présente sur cette unité. Les villages se situent en contre-bas du plateau, comprimés entre une dénivellation importante d'un côté et la plaine inondable de l'autre. Les habitations comme celles du village de Tolikisy longent une route qui suit les sinuosités du fleuve.

Un tel site s'avère stratégique pour des sociétés où l'élevage a une portée sociale importante. Ainsi, la forêt du plateau est perçue comme une ressource « pastorale » tandis que les terres alluviales aux sols plus riches sont devenues une zone de cultures (patate douce, pois *vohem*, maïs, etc.). Une complémentarité apparaît clairement pour les villageois entre l'espace alluvial et l'espace forestier.

Les dernières décennies ont été porteuses de changement. Des vagues de migrations de populations venues de régions du Sud, sujettes à la sécheresse ou à des saturations foncières, arrivent dans cette région de l'Ouest malgache perçu comme une terre neuve à développer, à mettre en valeur. Il y a des successions de « booms » : coton, maïs, saphir le plus récemment (photo 2). Les « caprices » du fleuve Onilahy font par ailleurs que, pour les villageois, les terres alluviales peuvent être ensablées ou emportées. Tous les grands fleuves de l'Ouest malgache apportent les mêmes problèmes aux populations riveraines, obligeant les villageois à cultiver sur d'autres terres ou à quitter la vallée. Cette non-maîtrise de l'eau pousse les agriculteurs à changer de production et à développer une capacité de réaction en s'adaptant aux demandes et aux filières porteuses : maïs, charbon de bois, alcool local, ... autant d'activités consommatrices d'espace forestier. C'est ainsi que la forêt du plateau de Tolikisy se trouve menacée, d'une part, avec le défrichement d'une partie de l'espace forestier par de nouveaux arrivants ; d'autre part, avec le partage de cette forêt villageoise entre les trois groupes sociaux (*afo*) de Tolikisy. Désormais, des villages-satellites situés sur le plateau cultivent le maïs sur les terres de défrichement-brûlis. Sur des sols riches en matière organique en surface mais peu profonds, les paysans ne peuvent pas cultiver plus de quelques années. D'autres parcelles gagnées sur la forêt sont alors, à leur tour, exploitées. La forêt n'a que peu de chance de se régénérer dans le contexte climatique semi-aride régional (Lasry *et al.*, 2005) : le système de

production n'est pas durable car les cultures sur brûlis devront s'arrêter faute d'espace forestier à défricher.

Le cas voisin de la forêt des Sept Lacs, toujours le long du fleuve Onilahy, est similaire, bien qu'elle soit mieux préservée. Les villageois ont les mêmes contraintes et la même organisation. Mais les villageois semblent, dans un grand nombre de cas, respecter les règles : l'avancée des cultures sur brûlis a été freinée dans le secteur d'Ifanato. Un chef de clan déclare tout de même :

c'est pénible de s'interdire de cultiver sur *hatsake*³ alors que d'autres le font. Nous avons besoin nous aussi de l'exploiter.

Le long des limites de la forêt, dont la gestion est en contractualisation avec les villageois, des carrières de saphirs (photo 2) exploitées par des migrants nouvellement immigrés à Ifanato, avec l'autorisation des chefs de clan, ainsi que des parcelles de maïs dont la récolte est exposée au soleil sur les habitations (photos 3 et 4) sont présentes. Aux dires de la population, les parcelles photographiées sont à l'extérieur de la forêt à préserver. Si ce propos se révèle exact, la Loi Gelose repousse le problème de la déforestation hors des zones contractualisées. Nos guides, originaires d'Ifanato, ont refusé d'aller plus loin au-delà du hameau pour des questions de « sécurité », ne nous permettant pas ainsi d'accéder à une forêt. La raison invoquée est que les migrants des villages voisins interdisent l'accès au-delà de cette limite aux membres du bureau local de la COmmunauté de BAse (Coba) bénéficiaire du transfert de gestion ainsi qu'aux « étrangers » (sic !!) à la forêt. Y a-t-il, pour reprendre l'expression de F. Razafy, une « déforestation cachée » mise sur le dos des migrants ?

Un temps de terrain prolongé dans la zone aurait certainement apporté des réponses plus précises. Les contraintes de l'étude ne l'ont pas permis. Le travail mené a permis néanmoins de vérifier que le statut de l'espace forestier a évolué : la forêt est passée d'un statut de ressource collective pour le pâturage et la cueillette, à une zone d'appropriation individuelle foncière. De pâturage pour un élevage extensif, elle est devenue un espace perçu avant tout pour son potentiel économique. « Face à cette ambivalence forestière » (Galochet, 2006), l'initiative de la Loi Gelose ambitionne de promouvoir une gestion durable, respectant des objectifs de préservation de la ressource ligneuse. La population locale peut-elle aujourd'hui aller dans ce sens ? Si elle le fait, le système de production sera de nouveau modifié, par suppression de l'occupation agricole sur le plateau. Ce sera alors le départ vers la ville ou d'autres régions agricoles : le problème se déplace. Négliger cet aspect, c'est ne pas comprendre que l'appréciation sociale de la forêt par les villageois

3. Terme vernaculaire local désignant l'abattis-brûlis.

s'inscrit dans une perspective plus large que celle focalisée sur la seule préservation de la forêt.

À Antsoha, au nord de la RN 7, aucune forêt n'a fait l'objet de « contrat Gelose » et le discours est clair. Pour le moment la population cultive du maïs sur brûlis. Des représentants de l'État et de projets sont venus « sensibiliser » à la préservation des espaces forestiers. La population locale affirme qu'elle ne s'engagera pas dans cette voie tant que le barrage et les canaux situés sur le territoire villageois (les travaux ont été stoppés faute de moyens : photos 5 et 6), ne seront pas mis en service et qu'un périmètre irrigué ne voit le jour. Leur réaction indique les types de moyens à se donner, si l'on veut faire de la préservation des ressources forestières, une priorité.

III – Un contrôle social des ressources forestières avec la Loi Gelose

Nous voulons ici mettre en lumière des situations où d'autres villages se sont engagés dans le transfert de gestion proposé par la Loi Gelose. Il faut rappeler les conditions de sa création de la loi. Le constat de l'échec des politiques de conservation en partie lié au dysfonctionnement de l'État au cours des années 1980-1990 (Raison, 1994) se combine avec la volonté des instances internationales de prendre en compte les populations locales dans la préservation des ressources naturelles. Ces dernières sont sensées être garantes de la préservation des espaces ressources. La Loi Gelose donne les prérogatives de gestion de l'espace forestier aux associations villageoises dénommées Cobra (COmmunauté de BAse) et offre une sécurisation foncière relative. La nouveauté réside dans la recomposition des instances compétentes. La gestion s'appuie désormais sur les villages qui sont considérés comme les utilisateurs de la forêt. Leur légitimation, acquise par l'engagement contractuel, procède aussi par des rituels organisés lors de la conclusion du contrat. Seuls les autochtones (ou considérés comme tels) sont au regard de la tradition habilités à organiser ces cérémonies, ce qu'accepte le département ministériel concerné. L'État tranche probablement ainsi la question des migrants en quête de terre, faute d'une alternative plus appropriée. Les migrants peuvent accéder à l'espace ressource seulement après accord de la Cobra et sous réserve de respecter des règles précises.

Dans des contextes particuliers, les populations villageoises saisissent l'enjeu d'une telle Loi. Sur le territoire du village d'Ampany-Bevilany, situé sur la RN 7, à quelques dizaines de kilomètres de Sakaraha, il ne reste que peu d'espace forestier, situé à proximité de carrières à ciel ouvert d'extraction

de saphir. Cet espace est convoité par les chercheurs de saphir nouvellement arrivés dans la région, pour le bois de chauffe qu'il fournit mais aussi pour les attraits de son sous-sol. Pour contrer de telles intentions, les villageois d'Ampany-Bevilany ont signé un contrat Gelose au début de l'année 2006. De ce fait, l'espace forestier garde pour eux seuls un statut collectif de pâturage et d'autres usages de cueillette. Les ayants droit à cette forêt comprennent aussi des familles d'anciens migrants intégrés dans des villages appartenant à la même organisation territoriale que les autochtones, et considérées comme autochtones. La Loi Gelose se révèle ainsi être une solution pour le contrôle de l'espace. Les villageois s'en servent pour préserver la maîtrise de leur forêt et renouveler leur légitimité : le contrat en fournit le cadre réglementaire pour la population. Cette dernière devient responsable. Dans responsable nous pouvons également entendre propriétaire.

Les villages situés sur le plateau de Belomotse tout en disposant d'un espace riverain du fleuve Onilahy s'engagent pour des raisons différentes dans le contrat proposé par la Loi Gelose. Pour Ifanato et Mahaleotse, l'intérêt d'un projet éco-touristique autour du site des Sept lacs est essentiel (photo 7) : sans protection de la forêt, pas de subvention pour aménager le site reconnu pour sa beauté et ses eaux d'un bleu clair de lagon, et donc pas de touristes. Mais aujourd'hui plus aucun touriste, ni agent de l'État d'ailleurs, n'accède au site. L'état de la route se dégrade à cause de l'érosion due au fleuve, mais aussi à la suite d'actes de sabotage : à plusieurs endroits, des arbres ont été brûlés en bord de ou abattus sur la route pour empêcher le passage de voitures⁴ (photo 8). Les objectifs touristiques sont abandonnés. Les enjeux liés à l'espace ressource sont par trop importants.

Les entretiens réalisés au village révèlent des positionnements pour le moins équivoques. Ceux des chefs de clan⁵ sont caractéristiques. Leurs discours traduisent d'une part la volonté de garder le pouvoir sur l'espace ressource : le contrat Gelose légitime un tel pouvoir et représente, pour eux, une forme d'appropriation de la forêt. Leur autorité se limite cependant aux migrants s'installant dans la vallée car ils ont perdu le contrôle sur le plateau. Dans cette dernière situation, ils souhaitent que l'État intervienne car des migrants y cultivent en pénétrant dans la zone mise sous gestion contractualisée. Cette autre position regrette l'effacement de l'État, qui est une posture pourtant conforme aux perspectives internationales appelant une participation locale, dans la mesure où cela met en péril la gestion de l'espace

4. Lors de notre mission sur le terrain, alors qu'une partie de notre équipe était installée au village, un arbre fut abattu, couché et mis en travers de la route, ce qui n'était pas le cas sur le chemin en allant au village. sur la route du retour. À la question de savoir à quel motif pouvait répondre un tel acte, un villageois nous fera comprendre « mêlez-vous de ce qui vous regarde ».

5. Des membres de la famille du chef du village appartiennent au bureau de la Coba.

ressource. Cette ambiguïté fait de l'acceptation du contrat Gelose plus une opportunité mobilisée suivant les circonstances, qu'un véritable engagement pour une gestion durable de la ressource.

*

L'espace ressource forestier est bien un lieu d'enjeux. Il l'est d'autant plus lorsque les acteurs ont conscience que cette ressource, limitée dans un premier temps, diminue avec le temps. L'écart est évident entre les instances internationales et l'État malgache pour qui ces espaces sont des zones menacées à préserver et les populations locales qui en font des zones de ressources vitales à exploiter. Injonction politique de préservation et lutte quotidienne locale contre la pauvreté ne font pas bon ménage, aux dépens de l'espace forestier.

Les exemples observés montrent que le dispositif Gelose est adopté, non comme une solution de protection, mais par ce qu'il permet le contrôle de l'espace ressource par les populations locales. Dans ce sens, les communautés de base ont saisi l'opportunité de la décentralisation des compétences. Il n'en demeure pas moins que, non accompagnées, elles sont limitées dans leur capacité à imposer leur autorité sur les territoires qu'elles gèrent : l'intervention de l'État, pourtant écarté dans le contexte global de la participation de la société civile dont relève la Loi Gelose, est souhaitée sur des points de friction entre groupes autochtones et groupes migrants. La situation illustre la complexité de la dynamique définie par J. Valeix (2006), aller « de Moins d'État à Mieux d'État ».

Bibliographie

Bertrand A., Montagne P. et Karsenty A., 2006 - *Forêts tropicales et mondialisation. Les mutations des politiques forestières en Afrique francophone et à Madagascar*. Paris – Montpellier : L'Harmattan - Cirad.

Bied-Charreton M. et al., 1981 - *Cartes des conditions géographiques de la mise en valeur agricole de Madagascar*. Paris – Tananarive : Orstom.

Blanc-Pamard C. et Rakoto H., 2003 - Madagascar : les enjeux environnementaux. In : Lesourd M., coord. - *L'Afrique. Vulnérabilités et défis*. Paris : Éditions du Temps, p. 354-376.

Chauveau J.-P., Jacobs J.-P. et Le Meur P.-Y., 2005 - L'organisation de la mobilité dans les sociétés rurales du Sud. In : *Gouverner les hommes et les ressources : dynamiques de la frontière interne*. Paris : Autrepard, p. 3-23

Galochet M., ed., 2006 - *La forêt. Ressource et patrimoine*. Paris : Librairie La GéoGraphie, coll. Ellipses, 271 p.

Hulme D. & Murphree M., 2001 - *African Wildlife and Livelihoods. The promise and performance of community conservation*. Oxford : James Currey Ltd.

Lasry F., Blanc-Pamard C., Milleville P., Razanaka S. et Grouzis M., 2005 - *Environnement et pratiques paysannes à Madagascar*. Paris: Atlas Cédérom, IRD éditions.

Lavondès H., 1967 - *Bekoropoka. Quelques aspects de la vie familiale et sociale d'un village malgache*. Paris : Mouton.

Raison J.P., ed., 1994 - *Paysanneries malgaches dans la crise*. Paris : Karthala, 385 p.

Razanaka S. et al., eds., 2001 - *Sociétés paysanne, transitions agraires et dynamiques écologiques dans le Sud-Ouest de Madagascar*. Antananarivo : CNRE-IRD.

Rodary E., Castellanet C. et Rossi G., eds., 2003 - *Conservation de la nature et développement. L'intégration impossible ?* Paris : Kathala/Gret.

Thibaud B., 2003 - Enjeux et mutations des espaces forestiers périurbains dans les pays du Sud. In : *Actes du colloque « La forêt : enjeu comparées des formes d'appropriation, de gestion et d'exploitation dans les politiques environnementales et la contexte d'urbanisation généralisée »*.

Valeix J., 2006 - De « moins d'État » à « mieux d'État ». In : Bertrand A., Montagne P. et Karsenty A. - *L'État et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone et à Madagascar*. Paris : L'Harmattan - CIRAD, 471 p.

Weber J., 1995 - Environnement : les pauvres ne sont pas coupables. In : *Les enjeux sociaux de l'environnement. Science humaines*, Paris, hors série, p. 40-48

Résumé

Dans le Sud-Ouest de Madagascar la forêt fait l'objet d'enjeux entre les instances internationales et l'État pour qui ces espaces sont des zones menacées à préserver et les populations locales qui en font des zones de ressources vitales à exploiter. Dans ce contexte, l'acceptation du contrat Gelose par les COmmunautés de BAse (Coba) est plus une opportunité mobilisée suivant les circonstances, qu'un véritable engagement pour une gestion durable de la ressource. L'article montre que suivant la situation économique et les rapports entre les acteurs, le statut de la forêt change, de ressource collective pour le pâturage et la cueillette à une zone d'appropriation individuelle foncière : l'adoption locale du dispositif Gelose répond à une appréciation de la forêt qui s'inscrit dans une perspective sociale plus large que celle focalisée sur la seule préservation. La diversité des situations rend d'autant plus complexe la mise en œuvre de la formule « de Moins d'État à Mieux d'État ».

MOTS-CLÉS : Madagascar, Région Sud-Ouest, ressource forestière, pâturage, *hatsake* (abattis-brûlis), acteurs, contrôle social.

| **Abstract** |

The Gelose law as social tool for forest resources.

In the South-west of Madagascar, the forest is subject to challenge. Whereas for international organisations and the Madagascar state these natural spaces are to be protected, it happens that for the local populations they represent vital resources to exploit. For these latter, the forest status is changing from a common grazing space to a dedicated area for individual land appropriation, according to the economic realities and the relationships between the actors. Therefore, accepting Gelose Contract is more a mobilized opportunity according to the circumstances than a real commitment to a sustainable forest resource management. The great diversity of local situations makes all the more so difficult to going from «Less State to Better State.»

KEYWORDS : Madagascar, South-West Region, forest resource, grazing space, hatsake (slash-and-burn), actors, social control.

Photo 1 – La vallée encaissée du fleuve Onilahy. Sur la droite le plateau calcaire de Belomotse

Photo 2 – À quelques centaines de mètres d'Ifanato, à la lisière de la forêt contractualisée par transfert, des prospections de saphir

Photo 3 – Sur les plateaux calcaires surplombant la vallée de l'Onilahy, un champ de maïs sur brûlis après récolte

Photo 5 – Barrage à proximité du village d'Antsoha : les travaux ont été arrêtés

Photo 4 – Village satellite d'Ifanato. Au premier plan, manioc ; au second plan, les épis de maïs séchent au soleil sur les cases

Photo 6 – Zone de fuite sous le barrage d'Antsoha avant même une mise en service

Photo 7 – L'eau claire d'un des « sept » lacs à proximité du village d'Ifanato

Photo 8 – Sabotage sur la route des Sept Lacs longeant les méandres du fleuve Onilahy